

Initiatives ministérielles

Je pense que si nous demandions aux Canadiens ce qu'ils pensent réellement, ils diraient qu'à leur avis, le premier ministre est en train de détruire le pays. Il ne fait aucun doute qu'il est en train de ternir la réputation de gardien de la paix que le Canada détient depuis longtemps sur la scène internationale et de démanteler les grandes institutions qui ont rendu le Canada différent. Cela s'est fait par l'avantage de privatisations et la folie de déréglementation que le premier ministre et son gouvernement ont imposées au peuple canadien dans le but de détruire ce qui faisait la grandeur du Canada.

J'ajouterai aussi que les investisseurs, les industriels, les grandes et les petites entreprises, ainsi que les consommateurs de tout le Canada viennent grossir les rangs de ceux qui voient l'avenir avec pessimisme, ce que confirment chaque jour les journaux. Tout le monde, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, les hommes, les femmes, les jeunes et les vieux, tout le monde a perdu confiance en ce gouvernement.

En terminant, sachez que je pourrais donner une longue liste d'exemples démontrant que le premier ministre et le gouvernement ont abandonné le Canada à un stade très critique de notre histoire.

Mais je laisse ce soin à d'autres, cela est si tristement évident. Tout le monde le voit, tout le monde le sait. À mon avis, il serait à-propos, maintenant que les conservateurs d'arrière-ban écoutent attentivement leurs électeurs, qu'ils fassent ce que ces derniers leur disent et demandent au premier ministre de démissionner et de déclencher des élections pour se soumettre au jugement du peuple.

Des voix: Bravo!

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, je voudrais commenter les propos de mon collègue et ami de Kamloops. Il a visé juste en disant que tous les Canadiens, de Victoria à St. John's, avaient démontré qu'ils ne faisaient plus confiance au gouvernement actuel.

Je voudrais vous raconter une petite histoire à propos de cette taxe, car mon collègue de Kamloops et moi-même avons travaillé ensemble au plus fort de la campagne électorale il y a deux ans. En tant que candidats en lice, nous tentions d'expliquer à nos électeurs d'Okanagan—Shuswap et de Kamloops que le gouvernement actuel se préparait à l'une des pires arnaques fiscales jamais déclenchées dans l'histoire de notre pays. Nous avons passé pas mal de temps à tenter de faire de cette

taxe la question de l'heure pendant la dernière campagne électorale.

En réponse à nos accusations, le gouvernement nous a demandé innocemment de quoi nous parlions au juste. Il a répondu qu'il ne voyait de taxe nulle part. «Où voyez-vous une taxe?» nous a-t-il demandé. Mais une fois les élections terminées et le coup du libre-échange perpétré, voilà qu'apparaît la TPS.

Mon collègue de Kamloops a très bien résumé la situation. C'est l'exemple même de la duplicité du gouvernement qui suit son programme législatif secret, et aussi de sa nature tortueuse dans sa façon de traiter les Canadiens. Ce n'est guère surprenant que le premier ministre soit moins populaire que M. Ceausescu dans le temps, et voyez ce qui est arrivé à ce dernier!

Une voix: Oh, oh.

M. MacWilliam: On a souvent répété à la Chambre qu'il n'y avait pas de solutions de rechange à la taxe sur les produits et services. Je voudrais que mon collègue de Kamloops nous dise, lui qui s'y connaît en finances, si on n'a pas proposé au gouvernement des solutions de rechange à la TPS depuis un an.

M. Riis: Monsieur le Président, je voudrais d'abord remercier mon collègue d'avoir posé cette question judicieuse. Je me souviens que, durant la campagne électorale, j'ai demandé à maintes reprises au candidat conservateur, Ruskin Barry, s'il avait quoi que ce soit à dire à propos de l'intention du gouvernement de créer une taxe à la consommation. Don Blenkarn, le président du Comité des finances, a eu au moins le courage de dire à Toronto que telle était l'intention du gouvernement. Le premier ministre et le ministre des Finances l'ont tout de suite rabroué et ont dit qu'il ne savait pas de quoi il parlait et que c'était faux.

Je ne pense pas que cela a vraiment été l'enjeu des élections. C'est pourquoi le gouvernement ne peut absolument pas prétendre qu'il a reçu le mandat de la population pour imposer cette taxe cruelle, inhumaine et barbare.

En réponse à votre question dans laquelle vous demandez si nous avons une solution de rechange, je pense que c'est ce qui nous distingue de nos amis les libéraux. Ils vont créer un comité pour examiner les solutions de rechange à la TPS et à divers aspects de la réforme fiscale. Je pense que c'est ça leur position. Nous avons une solution de rechange. Nous l'avons rendue publique dans un document. Nous l'avons exposée en détail.